

Un accord et des dégâts

La Grèce et ses partenaires européens sont parvenus à un accord. Mais à quel prix ? La crise devrait marquer profondément l'Europe.

Après 16 heures de négociations des chefs d'Etat et de gouvernement, la zone euro est finalement parvenue à un accord avec la Grèce lundi matin. Un texte qui semble faire la part belle aux exigences des partisans de l'austérité. Même s'il ne s'agit que d'une liste des conditions auxquelles les créanciers acceptent de négocier, cela ressemble à une sorte de « capitulation » de la part du Premier ministre grec Alexis Tsipras. Jugez plutôt : le Parlement grec doit voter une série de réformes avant ce mercredi, le pays va devoir libéraliser différents secteurs de son économie, un fonds de 50 milliards d'euros d'actifs grecs sera créé en vue d'être privatisé...

Un accord qui risque donc d'avoir des conséquences importantes à long terme, tant au niveau européen qu'au niveau grec.

Les dernières semaines devraient laisser des cicatrices profondes dans l'idéal de la construction européenne. « *Je pense qu'il y a une très grande déchirure. Il y a clairement désormais deux positions en Europe vis-à-vis de la construction européenne et de la zone euro* », détaille Paul Jorion, économiste à la VUB. Des positions qui s'expliquent par des cultures propres, des histoires différentes, que la signature de traités n'ont pu effacer...

A Athènes, l'accord divise. Si certains se réjouissent, d'autres en veulent à Alexis Tsipras d'avoir concédé sur autant de points. « *Cet accord est une humiliation, une catastrophe qui nous replonge pour encore trois ans dans l'austérité et nous bouche complètement l'horizon* », nous explique dans les rues d'Athènes Dimitris,

un jeune gérant de kiosque à journaux.

Au-delà des femmes et des hommes de la rue, le monde politique grec se fait aussi entendre. Les partis d'opposition font pression sur Alexis Tsipras pour qu'il procède dès les prochains jours à un remaniement ministériel pour se débarrasser de ses ministres dissidents, qui se sont prononcés contre tout nouveau programme d'austérité, au profit d'un gouvernement d'union nationale. Le Premier ministre grec doit en plus faire face à une première grève suite à la conclusion de l'accord avec la zone euro. Le syndicat des fonctionnaires a lancé un appel à manifester pour ce mercredi « *lors du vote de l'accord anti-populaire* ». ■

LES PROCHAINS JOURS

Des votes importants

La prochaine échéance aura lieu ce mercredi, jour où le Parlement grec doit voter les premières mesures de l'accord. En cas de résultat positif, les ministres des Finances de la zone euro auront une réunion téléphonique mercredi soir. Puis ça sera au tour des parlements de plusieurs pays membres de la zone euro de ratifier l'accord. Une fois ce round achevé, les ministres des Finances s'entretiendront encore par téléphone pour confier aux institutions (UE, BCE, FMI) le mandat de négociation.

L'ACCORD AVEC LA GRÈCE

Conclu vers 9 heures lundi matin, il n'est pas encore une décision sur un plan d'aide. Le texte fixe les conditions auxquelles les créanciers de la Grèce acceptent de négocier.

- 1 Train de réformes**
Les partenaires de la Grèce ont exigé qu'elle fasse immédiatement voter par son parlement une série de réformes : TVA, lancement de la réforme des pensions, indépendance de l'office des statistiques et instauration de coupes budgétaires quasi automatiques en cas de déviation des règles du Pacte budgétaire, adoption d'un nouveau code de procédure civile et transposition de la directive BRRD.
- 2 Austérité**
Vu la détérioration de l'économie, de l'état du système bancaire et des comptes publics depuis l'introduction du contrôle des capitaux fin juin, la Grèce devra renforcer les mesures d'austérité ou de réforme visant à générer plus de recettes fiscales. Ces mesures portent notamment sur la libéralisation dans différents secteurs économiques, dont l'énergie, mais aussi sur le marché de l'emploi.
- 3 Privatisation**
C'est l'idée émise par l'Allemagne à la veille de la réunion : un fonds dans lequel seront apportés des actifs publics grecs destinés à être privatisés, pour une valeur qui devra atteindre au fil du temps (sur la durée des nouveaux prêts qui seront consentis à la Grèce) 50 milliards d'euros. Les banques grecques, bientôt recapitalisées à hauteur de quelque 10 à 25 milliards, seront du nombre de ces actifs.
- 4 Administration**
Le gouvernement grec s'engage à mener un programme ambitieux de modernisation et dépolitisation de son administration. Il sera assisté en cela par la Commission européenne.
- 5 Troïka**
Ce fut la première bataille homérique du gouvernement Syriza en janvier dernier : répudier la « troïka », c'est-à-dire les représentants des trois institutions (Commission européenne, Banque centrale européenne et Fonds monétaire international). Selon l'accord de ce lundi, la Grèce devra « *normaliser les méthodes de travail avec les institutions, en ce inclus le travail nécessaire sur le terrain à Athènes...* »
- 6 Tergiversations**
C'était un point qui, lors de la négociation nocturne, s'était avéré crucial pour les Pays-Bas. Le parlement batave, qui devra comme l'allemand approuver l'ouverture des négociations sur le troisième programme, était exaspéré par les marches arrière opérées par le gouvernement Syriza sur des réformes antérieures, au dam des créanciers. Athènes s'engage donc à compenser ces « *retours sur réformes* ».
- 7 A court terme**
D'ici à ce que la conclusion d'un nouveau programme de sauvetage permette au MES de débloquer les prêts pour la Grèce, Athènes devra encore assurer des paiements importants, pour lesquels elle ne dispose plus de moyens. D'ici au 20 juillet, c'est au bas mot de 7 milliards que la Grèce a besoin. Les ministres des Finances de la zone euro trouveront des moyens rapidement mobilisables.
- 8 Dette**
Un paragraphe annonce, conformément aux vœux grecs, la perspective d'une renégociation de la dette publique. Il mentionne toutefois qu'« *aucune réduction de la valeur nominale de la dette ne sera entreprise* ». Ce qui laisse la possibilité d'une réduction non nominale, c'est-à-dire l'allongement de la durée des prêts, ou la réduction des taux d'intérêt. La discussion aura lieu d'ici la fin de l'année.
- 9 Clause « Grexit »**
Dans le premier projet d'accord, le dernier paragraphe indiquait que si la Grèce ne remplit pas les conditions qui lui sont demandées, « *il lui sera offert une rapide négociation sur une sortie temporaire de la zone euro, permettant une possible restructuration de sa dette* ». C'était la clause du « *Grexit temporaire* » prôné au départ par l'Allemagne, soutenue aussi par la Finlande. Elle a finalement été supprimée.
- 10 Liquidités**
Le problème le plus urgent pour la Grèce est le manque de liquidités qui a paralysé le marché bancaire : il empêche l'économie de fonctionner, et a mis les banques à genoux. L'aspect le plus important de l'accord conclu ce lundi matin est qu'il constitue un « *signal* » politique, qui doit permettre à la BCE de prendre « *en toute indépendance* » la décision de réalimenter les banques grecques.

Nouveau train de privatisations en vue

EN UN COUP D'ŒIL

Les Grecs et leurs créanciers sont finalement arrivés à un accord. La voie de l'austérité semble avoir été choisie, avec un approfondissement des réformes demandées à Athènes. Vu de Grèce ou d'Allemagne, le texte de sept pages sur lequel les 19 pays se sont accordés n'amène pas les mêmes lectures. D'ailleurs, ces lectures sont loin d'être uniformes dans un même pays. Certains voient néanmoins, au-delà des clivages politiques, une divergence d'approche des cultures luthériennes et catholiques, voire des régions d'Europe qui ont fait partie de l'Empire romain et celles qui n'y étaient pas incluses. Après la nuit très mouvementée de dimanche à lundi, il reste de nombreuses questions et inconcues. Quant à l'urgence et les problèmes de liquidités que rencontrent les banques grecques, la BCE va prolonger son aide.

- ▶ Les ventes d'actifs publics vont reprendre. Le montant espéré, de 50 milliards, laisse perplexé.
- ▶ Surestimé pour certains, ce fonds de privatisations servira à recapitaliser les banques pour moitié.
- ▶ L'autre moitié servira l'économie réelle, et au remboursement de la dette.

ANALYSE

L'accord forcé lundi matin après... 17 heures de négociations n'est sans doute que le début d'un long processus de réformes - à entamer au plus tôt, toutefois, pour certaines d'entre elles - et de restauration de la confiance. Car des réformes que le gouvernement grec mettra en œuvre dépendent le troisième plan d'aide qui permettra à la Grèce de reprendre financièrement un peu d'air, dégager quelques moyens pour la relance et peu à peu de réduire son endettement colossal. Pas vraiment de surprise du côté des mesures à voter. TVA, réforme des pensions...

Le cocktail, connu depuis quelques semaines, fait débat et sera douloureux pour un pays qui fait déjà face à une baisse importante de sa consommation intérieure. « L'Eurogroupe répète les mêmes erreurs du passé en matière d'austérité sans en avoir tiré les leçons », déplore Eric Dor, le directeur des études économiques à l'IESEG School of Management. « Oui mais c'est en échange d'un volet de relance économique », rétorque Roland Gillet, professeur à l'Université libre de Bruxelles.

La moitié pour les banques

Si les mesures « structurelles » sur la table ne sont pas neuves, on ne peut pas en dire autant du fonds de privatisations. L'idée est venue du côté allemand et consiste à mettre sur pied un fonds dans lequel seraient logées les réalisations (ventes) de certains actifs grecs. Même si pareille idée avait déjà été mise en branle lors du deuxième plan d'aides - sans trop de succès jusqu'à présent - il y a quatre ans, faire un nouvel essai est très rapidement devenu un leitmotiv pour les négociateurs dimanche. Avec quelques modifications substantielles, qui s'expliquent surtout par le fait qu'après la victoire de Syriza en janvier dernier, plusieurs ministres avaient annoncé la fin du processus de privatisations, ce qui avait mis au point mort le fonds créé à cet effet en 2011. Un manquement qui n'avait pas plu aux Allemands, notamment.

Bref, même s'il a été très longtemps question de loger les fonds au Luxembourg, la Grèce - qui s'est battue avec acharnement sur ce point - gèrera depuis Athènes un fonds de privatisations dont l'objectif sera de récolter 50 milliards d'euros à terme. Les banques grecques, qui vont devoir être prochainement recapitalisées à hauteur de 25 milliards d'euros - depuis la crise des liquidités, elles sont virtuellement en faillite - seront aussi apportées à ce fonds.

Les négociateurs espèrent que la gestion du fonds constitué au fil des ans va permettre de dégager des bénéfices : soit par des privatisations (notamment celle des banques), soit en générant des profits par une gestion dynamique des actifs. Ces profits serviront d'abord à rembourser la recapitalisation des banques. Ensuite, ils seront partagés en deux : la moitié ira à la réduction

de la dette colossale de la Grèce (environ 320 milliards d'euros) ; l'autre sera investie dans l'économie grecque.

Sélection d'actifs publics

La question brûle toutes les lèvres : quelles privatisations ? Là aussi, la lutte fut rude entre Alexis Tsipras et les principaux négociateurs, Allemagne en tête. Le Premier ministre grec a lâché du lest sur la compagnie de chemin de fer, certains ports (du Pirée, notamment, dont la privatisation avait été stoppée en janvier, et celui de Salonique) et quelques marinas (complexes hôteliers dans des ports de plaisance), mais n'a pas cédé sur les privatisations relatives aux sociétés de l'eau ou de l'énergie. A bonnes sources, les Allemands espéraient donc 50 milliards pour ce fonds mais des inventaires réalisés récemment par le gouvernement grec font

état de bijoux de famille valant tout au plus 17 milliards d'euros.

Le montant total des besoins de financement de la Grèce - donc des prêts qui lui seront consentis au travers du nouveau plan de sauvetage - a été évalué par les institutions européennes et le FMI à quelque 82 à 86 milliards d'euros. Par ailleurs, Jean-Claude Juncker a promis de dégager 35 milliards d'euros destinés à redynamiser directement ou indirectement l'économie du pays. Cette somme évoquée par le président de la Commission européenne il y a deux mois pour la première fois, correspond à des fonds qui ne font pas partie du plan d'aide. Ils proviendront de fonds déjà disponibles dans le cadre du budget européen 2014-2020, ou du plan d'investissement Juncker annoncé pour bientôt. ■

MORGANE KUBICKI (avec F.M. et J.Kz)

les coulisses La nuit où les 19 ont frôlé le Grexit

RÉCIT

Lorsque dimanche en début d'après-midi, les 19 ministres des Finances de la zone euro sortent de l'Eurogroupe, un proche de la négociation lâche à quelques journalistes : « L'atmosphère est nettement plus optimiste qu'hier soir ! » Ce n'était pas difficile : les huit heures de réunion de la veille avaient été houleuses. « Le ministre des Finances grec Tsakalotos aurait pu couper son bras et l'offrir sur la table, cela n'aurait pas suffi aux Allemands et aux Finlandais », avait confié un observateur de la scène. L'échec était total.

Reprenant les travaux dimanche matin, les ministres en sont sortis avec un document à transmettre aux 19 chefs d'État et de gouvernement qui se réunissent à 16 heures pour le sommet annoncé comme décisif. Avec un optimisme tout relatif, « le sommet s'annonce tout relatif, avec des chances à 50-50 », indiquaient les communicants les plus intrépides.

À l'entame de la session plénière des 18, c'est Jeroen Dijsselbloem, le ministre néerlandais des Finances et président de l'Eurogroupe, qui présente l'état des courses. À savoir un « document martyr » issu de l'Eurogroupe, où les points qui n'ont pas recueilli l'accord sont indiqués entre crochets. Le document évoque dans ses derniers paragraphes que l'alternative à un accord, c'est « la négociation pour une sortie temporaire de la Grèce de la zone euro ».

C'est l'un des scénarios que Wolfgang Schäuble, le ministre allemand des Finances, avait évoqué dans une note officielle envoyée vendredi à certains de ses collègues, dont le Belge Van Overtveldt. Dijsselbloem ne travestit pas la réalité : il explique aux chefs d'État que pour Schäuble, le Grexit est le scénario le plus favorable à la solidité de la zone euro...

« Merci Jeroen », conclut Donald Tusk, le président du Conseil

européen, qui préside aussi la zone euro. Un rôle pas facile pour le Polonais. Issu d'un pays non-membre de l'eurozone, le successeur de Herman Van Rompuy est encore frais dans sa fonction, et souvent critiqué en coulisses : à la fois trop absent, mais trop enclin à exprimer ses vues personnelles, lorsqu'il en exprime. À l'issue de la longue négociation qui s'annonce, il en sortira avec un prestige que personne ne lui avait prédit...

À partir de là, les heures vont s'égrener au rythme des séances plénières à 19, et de longues sessions bilatérales à quatre : celles entre Tusk, Merkel, Hollande et Tsipras, dans le bureau du président du Conseil. Ou plutôt quatre plus un : Euclide Tsakalotos, le ministre grec des Finances qui a succédé à l'abrasif Varoufakis, mais qui avait piloté les négociations avec les créanciers depuis deux mois, est le seul ministre à participer à la négociation. Il n'assistera cependant qu'aux bilaté-

rales, jamais aux sessions plénières.

Les témoins confirment : c'est entre les « quatre plus un » que l'accord s'est négocié. Non que personne d'autre n'y ait joué de rôle. Mario Draghi qui, lors de l'Eurogroupe du matin et de la veille, n'avait eu de cesse de remettre les discussions sur le bon chemin, allant jusqu'à l'incident avec Schäuble (« Ne me prends pas pour un imbécile », lui aurait lancé l'Allemand), « a pesé de toute son influence pour mettre les "chefs" en garde contre le désastre d'un Grexit », expliquait le proche d'un des acteurs précités. Christine Lagarde, la patronne du Fonds monétaire international, a quant à elle alimenté les débats en solutions techniques.

Étonnamment, vu le rôle central qu'il avait tenu durant les mois de négociation avec la Grèce, c'est Jean-Claude Juncker, le président de la Commission européenne, qui s'est fait le plus discret. Même huit étages plus bas que celui de la négociation au Juste Lipsse, siège du Conseil européen, le corps de presse l'avait senti : Juncker était comme absent. « Personne n'avait l'air de souhaiter qu'il s'implique trop, et lui-même n'avait pas l'air de le vouloir », expliquait un observateur rapproché de la négociation. Il avait affiché trop d'émotions lors du sommet précédent, celui de mardi dernier, où il avait déchargé toute sa déception et sa frustration contre Tsipras pour son référendum surprise...

À côté des premiers rôles, quelques chefs de gouvernement

ont joué une partition secondaire mais remarquée. Ce fut le cas du Néerlandais Mark Rutte, qui pour pouvoir faire accepter l'accord par son parlement, avait baillé ferme sur un passage du texte concernant les réformes annulées par le gouvernement Tsipras. Ce fut le cas aussi du Finlandais Juha Sipilä : « *très peu loquace* », selon une source proche d'un des dirigeants, mais dont la position intransigeante a fortement pesé. C'est lui qui, selon la confiance d'un des 19 dirigeants, se serait opposé le plus longtemps à la suppression du paragraphe

mentionnant la menace du Grexit temporaire...

Un Grexit dans lequel le sommet a bien failli basculer vers six heures du matin : le moment où s'est négocié le paragraphe sur le fonds de privatisation. Après avoir été alimentés en de nombreuses options, Tsipras et Merkel (souvent au téléphone avec

Schäuble) sont en choc frontal. L'Allemande veut que le fonds soit basé au Luxembourg, qu'il soit doté de 50 milliards d'euros d'actifs, dont les banques grecques après leur recapitalisation, et enfin que tout son bénéfice serve à rembourser la dette grecque. Tsipras veut que le fonds soit localisé en Grèce, sous management grec, qu'il soit alimenté que par un maximum de 17 milliards d'actifs, sans y verser les banques grecques, et que le profit

soit réinvesti dans l'économie réelle hellénique. Tsipras ôte sa veste, et la tend à ses interlocuteurs : « *C'est cela que vous voulez ?* » (Sans doute au même moment, un conseiller grec nous explique la même chose au bar de presse, faisant mine de tirer sa chemise !) Mais Tsipras reste toujours maître de lui-même, d'un sang-froid imparable, selon un témoin.

À ce moment, Merkel et Tsipras

veulent quitter la séance et mettre fin à la négociation. Tusk le leur interdit : « *Pas question que vous sortiez d'ici sans accord !* »

Trois heures plus tard, c'est un tweet du Premier ministre belge Charles Michel qui apprend la nouvelle au monde : « *Agreement* ». A ce moment-là, Tusk ne fait que réunir tout le monde pour la dernière plénière. Charles Michel s'en est expliqué à nos confrères de *La Libre Belgique* : « *J'ai été le premier à comprendre que cette fois-ci on y était. On était dans la rédaction des derniers points qui posaient des difficultés. La discussion était en train de se finaliser et j'ai tweeté dès que j'ai senti que c'était bon.* » Il est passé neuf heures. Le sommet a duré 17 heures. Précédées de 14 heures d'Eurogroupe.

A peine un quart d'heure plus tard, Donald Tusk tweete à son tour : « *Le sommet de la zone euro a atteint un accord unanime.* » ■

JUREK KUCZKIEWICZ

vu d'Athènes « Cet accord nous permet avant tout d'éviter l'aventure d'une sortie de la zone euro »

ATHÈNES

DE NOTRE CORRESPONDANTE

C'est une Grèce ambivalente qui a accueilli la nouvelle de l'accord conclu lundi matin à Bruxelles. Après de longs mois de négociations laborieuses, de nombreux Grecs étaient d'abord soulagés qu'un résultat soit atteint. « *Nous sommes psychologiquement épuisés, économiquement asphyxiés depuis tellement de temps que nous voulons juste que tout cela s'arrête maintenant* », avoue Elénie Chrissikaki, occupée lundi matin à lire les titres de la presse grecque devant un kiosque du très

élégant quartier de Kolonaki, au centre d'Athènes. Mais beaucoup aussi étaient déçus que leur champion Tsipras n'ait pas réussi à entamer la doctrine de l'austérité qui domine l'Europe depuis cinq ans. « *Cet accord est une humiliation, une catastrophe qui nous replonge pour encore trois ans dans l'austérité et nous bouche complètement l'horizon* », se désole ainsi Dimitris, le jeune gérant du kiosque.

Un peu plus loin, le très digne bijoutier Dermitzakis attend en vain le client dans son commerce déserté. « *J'ai perdu 60 % de mon chiffre d'affaires ces cinq dernières*

années. Ces derniers jours, avec la fermeture des banques, ce taux a même atteint 95 %. »

« Que le nécessaire »

Le vieil homme est visiblement partagé : « *Je sais que revenir à la drachme aurait été une catastrophe pour les gros entrepreneurs mais pour nous, les petits commerçants, les nouvelles hausses d'impôt, et de la TVA, et les coupes dans les retraites, c'est une très mauvaise nouvelle car les gens n'auront plus les moyens de consommer quoi que ce soit d'autre que le strict nécessaire.* »

En cinq ans d'austérité continue, le niveau de vie des Grecs a chuté dramatiquement, leurs revenus ont diminué en moyenne de 35 % entre 2010 et 2015. « *Pour notre réseau de PME, très dépendant de la consommation intérieure, cela a été très dur*, explique le président de la Fédération des commerçants, Vassilis Korkidis. *Mais là, il fallait absolument éviter la faillite.* » Selon lui, les mesures à venir devraient entraîner pour les trois prochaines années une hausse de 375 millions d'euros par mois des impôts et des cotisations pour l'ensemble des contri-

buables grecs.

En tout cas, les scénarios de re-composition politique vont bon train en Grèce. Les créanciers mais aussi les partis d'opposition font pression sur Alexis Tsipras pour qu'il procède dès les prochains jours à un remaniement ministériel pour se débarrasser de ses ministres dissidents, qui se sont prononcés contre tout nouveau programme d'austérité. Pour Haris Theoharis, le porte-parole du parti centriste To Potami, Alexis Tsipras n'aura pas d'autre choix : « *Nous pensons, nous, qu'il faut mettre en place un gouvernement d'union*

nationale avec des personnalités à la fois capables d'être très techniques mais avec aussi un sentiment politique. » Que fera Alexis Tsipras ? Tenter de garder la main sur son gouvernement quitte à contenir la dissidence par un petit remaniement ministériel ? Choisir de se retirer tout en coopérant à un gouvernement d'union nationale ? Appeler à de nouvelles élections ? Une seule certitude : des changements politiques devraient suivre l'adoption d'ici à ce mercredi d'un premier paquet de mesures au Parlement. ■

ADÉA GUILLOT

LES RAISONS DE LA DÉMISSION DE VAROUFAKIS

Mis en minorité par son gouvernement

L'ancien ministre des Finances grec Yanis Varoufakis a révélé, dans un entretien publié lundi, avoir démissionné après avoir été mis en minorité, le soir du référendum. Officiellement, il avait jeté l'éponge parce que les créanciers ne l'aimaient pas, mais il révèle au magazine *New Statesman* avoir en fait perdu à deux contre quatre lors d'une réunion de cabinet après la victoire du non, au cours de laquelle il prônait une ligne dure après le refus de la BCE d'ajuster le plafond de son aide. Yanis Varoufakis avait prévu « *un triptyque* » d'actions : « *émettre des IOU* », « *appliquer une décote sur les obligations grecques* » et « *prendre le contrôle de la Banque de Grèce des mains de la BCE* ». « *Mais ce soir-là, le gouvernement a décidé que la volonté du peuple, ce "non" retentissant, ne devait pas être le déclencheur de cette approche énergique (...) au contraire cela allait mener à des concessions majeures à l'autre camp.* »

NÉGOCIATIONS NOCTURNES

« Dans ce genre de moment, la tension tient éveillé »

Dix-sept heures de négociation pour arriver à un accord sur la Grèce... Mais comment font-ils, ces femmes et ces hommes politiques, pour tenir le coup ? Est-ce vraiment efficace de négocier si longtemps et si tardivement ? Des spécialistes du sommeil et des neurosciences descendent ce genre de pratiques. Un expert cité par le *Guardian* compare même les longues nuits de négociations à de la « torture », à l'épreuve de celui qui restera le dernier debout. Désorientation, perceptions visuelles erronées, apathie, léthargie sévère, isolement... Ce sont les effets provoqués par une absence de sommeil trop prolongée. Et pourtant, les politiques s'obstinent... Depuis des générations, ils pratiquent la méthode des négociations nocturnes, au « finish ». En Belgique, entre 1999 et 2007, lors

des gouvernements Verhofstadt I et II, les ministres ont connu de longues nuits de débat, pour par exemple, boucler le budget. Le secret, selon Guy Verhofstadt ? « Être en bonne condition ! »

« Bien entendu, il y a des moments où l'on est épuisé dans ce genre de négociations. Mais on sait qu'il faut tenir pour arriver à quelque chose, se souvient Isabelle Durant (Ecolo, vice-Première ministre et ministre des Transports et de la Mobilité de 1999 à 2003). À l'époque Verhofstadt, la consigne était d'aboutir pour le

lendemain, un peu avant le premier journal parlé, en radio. Dans une négociation de haut niveau et de forte intensité, on ne peut pas tout arrêter pour aller dormir. L'enjeu et la pression augmentent notre résistance. C'est comme lors d'un événement familial douloureux : on réalise après coup que l'on est capable de faire plus que ce qu'on ne pensait. » Certains faisaient des petites siestes de 15-20 minutes, « montaient se reposer à l'étage du

Lambermont pendant les réunions bilatérales », raconte Isabelle Durant. Mais pour d'autres, le « truc » est de rester actif. Louis Michel (MR, vice-Premier ministre et ministre des Affaires étrangères de 1999 à 2004) : « Personnellement, j'écrivais. Prendre des notes pour être en veille automatique. D'autres comme Vande Lanotte, Verhofstadt, marchaient beaucoup. C'est la tension qui nous fait tenir. Il faut boire beaucoup d'eau aussi, pas trop de café, certainement pas d'alcool. Manger à intervalle régulier. Les repas sont une forme de détente, de décompression. Aller prendre l'air aussi... »

Signent-ils par épuisement ? « Non, selon Louis Michel. À ce niveau-là de la politique, on ne fait pas les choses par hasard ou par usure. » Et est-ce vraiment malin de négocier toute une nuit ? « Oui. Segmenter une négociation revient à prendre le risque de perdre en dix minutes ce que l'on a engrangé durant dix heures. On dit qu'il faut battre le fer tant qu'il est chaud. C'est aussi valable en politique. »

CATHERINE JOIE

L'Europe se remettra-t-elle du psychodrame grec ?

La crise grecque a mis en lumière les divergences de vues entre l'Europe du Nord et du Sud. Des mots très durs ont été échangés, tant dans les cénacles politiques que dans l'opinion.

Ce n'est pas s'avancer trop que d'affirmer que la crise grecque pourrait laisser de vilaines traces sur le tissu européen, tant les échanges ont été vifs depuis le référendum grec sur l'austérité. Chefs d'État et experts ont étalé au grand jour toute l'étendue de leurs divergences de vues sur la crise qui oppose Athènes et ses créanciers, mais aussi sur la politique économique à mener au sien de la zone euro.

Mais il y a plus inquiétant encore, pour ceux que l'idée européenne tient toujours à cœur. La parole s'est à ce point libérée – sur les réseaux sociaux notamment – chez les simples citoyens comme parmi les experts qu'au travers le cas grec, c'est la logique même de l'intégration européenne qui semble contestée : on a entendu les mots « coup d'État », « terroristes », « nazis »...

« Je pense qu'il y a une très grande déchirure, opine Paul Jorion, économiste à la VUB. Il s'est passé des événements qui vont laisser des traces dans l'histoire européenne. Depuis 1945, il y avait une sorte de consensus qui est en train d'éclater autour de la question grecque qui agit un peu comme un test de Rorschach. C'est un révélateur. D'après ce qu'on a compris, Schäuble a insulté Draghi au point que la séance a dû être levée. Dans le passé, il y avait des rumeurs, des escarmouches feutrées ; ici, c'est le *Financial Times* qui donne cette information ! Il y a clairement désormais deux positions en Europe vis-à-vis de la construction européenne et de la zone euro. Toutes les constructions européennes successives depuis celle du Benelux révèlent les choses qu'on aurait dû faire et qu'on n'a pas faites, les unifications dont

on pensait qu'elles se feraient et qui ne se sont pas faites. Quand on tente de faire de l'Europe à marche forcée, on s'aperçoit du coût, des difficultés. »

Traitements curatifs

Tanguy de Wilde d'Estmael, professeur de géopolitique et de relations internationales à l'UCL, se montre cependant moins alarmiste. « Dans l'histoire de la construction européenne, les traitements curatifs sont nettement plus efficaces que les préventifs, explique-t-il. L'intégration européenne est une succession de solutions à des crises, d'autant que ces crises mettent généralement en évidence des dysfonctionnements que l'on répare ensuite. La crise grecque est inédite, oui, mais pour des raisons techniques et économiques car le fait qu'il y ait des tensions entre États membres est courant mais elles sont toujours surmontées. Celui qui rend la crise grave, c'est celui qui quitte la table des négociations et fait un chantage au référendum tout en changeant d'avis au passage. »

« L'Europe s'est approfondie malgré les crises et même plutôt grâce à elles, enchaîne Vincent Dujardin, président de l'Institut d'études européennes de l'UCL. Mais il est vrai que les propos parfois très singuliers des derniers jours trahissaient un manque de confiance à l'égard ou du côté grec, ainsi qu'entre certains autres acteurs. Ce n'est certes pas inédit. Entre la France et le Benelux après l'échec du plan Fouchet en 1961, lors de la crise de la chaise vide de la France après laquelle De Gaulle s'opposa à ce que le président de la Commission parle pour les 10 ans des Traités de Rome, il y a eu des moments très diffi-

ciles, des propos très violents. En Grèce, les affiches et les caricatures sont très désagréables pour les Allemands et certains de ses leaders. L'euro qui devait renforcer la construction européenne risquait de la détricoter et ce n'est qu'au bord du gouffre après 2010 qu'on a fait des progrès. Il est clair que nous vivons une crise de l'idée européenne qui n'est pas inédite (les crises des années 60 et 70

après la relance de 1969, le non de la France et des Pays-Bas en 2005...) mais que l'euro-scepticisme grandit dans un contexte de crise économique. Le défi pédagogique des dirigeants européens vis-à-vis des opinions publiques est encore accru, comme celui du leadership de la zone euro et de l'Europe. Cette crise a montré une nouvelle fois la difficulté à concilier trois éléments indispensables : la démocratie dans les 19 ou 28 pays, le respect des sensibilités nationales et une vision convergente. L'Europe n'a pas le même degré d'intégration que les USA. »

Le poids des traditions

Ce que cette crise grecque a montré aussi, c'est que les sociétés nationales, avec leurs cultures propres existent toujours. Que les traités n'ont pas biffé d'un coup de plume les différences de mentalités, de rythmes démographiques. Qu'il y a des traditions de discipline salariale en Allemagne difficilement concevables en Grèce... Du temps des monnaies nationales, chacune des économies européennes avait son mode de régulation spécifique qui lui convenait. L'euro a

Selon Tanguy de Wilde d'Estmael, « les Allemands ont l'habitude de s'en prendre plein la figure à cause

de leur passé. Berlusconi a qualifié Martin Schultz de kapo. © AFP

changé la donne. Nous vivons désormais une l'histoire à frontières ouvertes et à monnaie unique. Pour le meilleur lorsque la coopération avec des partenaires nous enrichit ; pour le pire lorsque nous en faisons la cause et la conséquence de tous nos ennuis...

« Ce qui est frappant, nous expliquait la semaine dernière l'historien, anthropologue et démographe français Emmanuel Todd, c'est que l'Europe est devenue un système hiérarchique, autoritaire, "austéritaire", sous direction allemande. Au-delà de ce que disent les gouvernements, je suis prêt à parier que les Italiens, les Espagnols, les Portugais... mais aussi les Anglais ont une immense sympathie pour Tsipras. »

Pour Todd, ce qui n'est donc pas tant une opposition gauche-droite qu'une opposition culturelle « luthériens-catholiques », aussi ancienne que l'Europe. « Je suis sûr que si le fantôme de

Fernand Braudel (NDLR : grand historien français) ressortait de la tombe, il dirait que nous voyons de nouveau apparaître les limites de l'Empire romain. Les pays vraiment influencés par l'universalisme romain sont instinctivement du côté d'une Europe raisonnable, c'est-à-dire d'une Europe dont la sensibilité n'est pas autoritaire et masochiste, qui a compris que les plans d'austérité sont autodestructeurs, suicidaires. Et puis en face, il y a une Europe plutôt centrée sur le monde luthérien – commun aux deux tiers de l'Allemagne, à deux pays baltes sur trois, aux pays scandinaves – en y rajoutant le satellite polonais – la Pologne est catholique mais n'a jamais appartenu à l'empire romain. »

« Les Allemands ont l'habitude de s'en prendre plein la figure à cause de leur passé, rétorque Tanguy de Wilde d'Estmael. Berlusconi a qualifié Martin Schultz de kapo, les Grecs leur ont res-

sorti l'occupation et les dettes de guerre, les Polonais leur ont rétorqué que l'argument démographique prévu dans le Traité constitutionnel les arrangeait parce qu'ils avaient fortement réduit la population polonaise, on a dit qu'ils soutenaient les Croates parce qu'ils avaient été nazis... Quand je lis les propos de Todd, je les trouve absolument sidérant : c'est une logique de monocausalité ! »

Les euroscepticismes

Ceci acté, l'avenir de l'Europe est-il menacé ? La fracture née en cet été ne donne-t-elle pas raison aux eurosceptiques de tous pays ? « Les mouvements eurosceptiques ont des natures et des causes différentes, répond Mario Telo, professeur de relations internationales à l'ULB. A côté d'une demande légitime de plus de démocratie participative, il y a aussi la manipulation des opinions publiques et l'instrumentalisation des victimes de la crise sociale très grave que nous traversons et qui nous est venue des États-Unis et non de l'Union européenne. Le personnel politique et institutionnel européen est de qualité si médiocre et tant de médias et d'intellectuels sont si opportunistes, que le message fondamental selon lequel l'Union européenne est la seule solution et non le problème, peine fort à passer. Manque de leadership politique central, misère des intellectuels et autoflagellation des opinions risquent de tuer le projet européen. Au nom de quoi ? Personne ne le sait. »

Une Europe allemande ? Pour Vincent Dujardin, « au cours du dernier week-end, on a vu deux choses positives. D'abord Donald Tusk rejouer un rôle de premier plan dans la recherche d'un compromis. Le président du Conseil européen était jusqu'ici en retrait par rapport à Herman Van Rompuy dans les dossiers ukrainien et grec. Puis, dans le couple franco-allemand, la voix de la France a pu à nouveau se faire entendre

alors que, depuis la perte du AAA et surtout l'élection de François Hollande, elle était assez faible. Ce qui donnait une image d'Europe allemande, ce qui n'est pas bon. Le compromis grec présente évidemment une forte empreinte allemande, la discipline, mais avec un accent français. »

Pour Mario Telo, « la vague de l'anti-germanisme primaire est insensée et suicidaire. Ce n'est pas l'Allemagne mais la majorité du Conseil européen qui s'est longuement opposée au troisième paquet en sauvetage de la Grèce, aussi en raison de l'effondrement de sa confiance en un gouvernement grec qui, soudainement a abandonné les négociations et a organisé un référendum que chaque gouvernement pourrait organiser : voulez-vous payer les dettes et les impôts ou pas ? L'Allemagne est le premier contribuable au budget européen et au Fonds européen ESF. Ce qui implique que sur les 350 milliards prêtés à la Grèce depuis 2009, l'Allemagne en a prêté environ un tiers et que sur les 87 annoncés elle en prêtera le 30 %. » ■

WILLIAM BOURTON

JEAN-FRANÇOIS LAUWENS

« **Le compromis grec présente évidemment une forte empreinte allemande, la discipline, mais avec un accent français** »

VINCENT DUJARDIN

vu de Berlin Quel prix pour l'amère victoire ?

BERLIN

DE NOTRE CORRESPONDANT

L a victoire à la Pyrrhus a changé de camp. Ce matin, l'Allemagne s'est réveillée avec la nouvelle d'un accord, mais aussi l'étrange sensation de ne pas savoir si elle devait vraiment être soulagée d'y être parvenue. Car si à première vue Angela Merkel semble avoir fait triompher ses vues, et imposé des conditions draconiennes à la mise en branle d'un nouveau plan permettant de soulager une économie hellène exsangue, le compromis n'est facile à vendre ni à domicile ni à l'étranger.

Le tabloïd conservateur *Bild*, qui appelle depuis des mois à éjecter la Grèce hors de l'Eurozone, est déçu : « Le sommet de Bruxelles ne connaît que des perdants. Et les plus grands sont les contribuables : eux, ils ont le droit de payer. » Le quotidien juge que les créateurs « se pro-

font mener depuis cinq ans par le bout du nez » : « Les réformes ont été promises semaine après semaine, puis ont vacillé avant d'être finalement abandonnées. Ils leur ont donné plus de 200 milliards d'euros pour mettre le pays sur le bon chemin. Mais les Grecs ont toujours penché encore plus à gauche. »

Plus diplomatiquement, la *Frankfurter Allgemeine Zeitung* va dans le même sens : « Le gouvernement grec n'a pas capitulé. Il a accepté des conditions et assuré à son pays environ 80 milliards d'euros, dont la plus grande partie servira à alléger la dette et à assurer l'épargne des Grecs. Ce qui permettra au gouvernement de ne pas avoir à mener les mesures d'austérité les plus dures qui, sans les milliards des Européens, auraient été nécessaires. »

Dans ce climat, la partie s'annonce difficile alors que se pro-

file, dès vendredi prochain, le vote délicat au Bundestag d'un mandat permettant d'entamer les négociations autour de ce plan d'aide.

L'Allemagne va en outre avoir fort à faire pour améliorer à l'étranger une image sévèrement écornée dans la bataille. Si elle peut sembler n'être qu'anecdotique, la popularité du hashtag

« #ThisIsACoup » (« Ceci est un coup d'Etat »), qui a fait fureur sur le site de micro-blogging Twitter pendant toute la nuit des négociations, montre à quel point l'orthodoxie budgétaire dont elle s'est fait le fer de lance, avec derrière elle un front de pays nordiques et d'Europe de l'Est comme la Finlande, la Slovaquie ou la Slovénie, risque de lui revenir en plein visage.

Un miroir déformant

En choisissant la manière forte pour faire plier la Grèce et la me-

nace d'une sortie temporaire de la zone euro, l'Allemagne a conforté tous ceux qui craignent une hégémonie libérale en Europe. Si le journaliste Martin Kaul, dans le quotidien de gauche *Tageszeitung* note que « le gouvernement allemand a effectivement montré dans sa gestion de ce que l'on nomme "la crise grecque" une dose conséquente d'arrogance

et une volonté manifeste de ne pas apprendre de ses erreurs », il se

désolé que « la crise politique européenne (ait) fini par atteindre la ligne de démarcation de la rhétorique militaire ».

Après avoir flirté avec l'image-rie du casque à pointe – tel *Bild* qui réclamait il y a quelques jours : « nous avons besoin d'une chancelière de fer » pour mener les négociations –, c'est un miroir déformant que tend à l'Allemagne une certaine partie de

relève l'éditorialiste Wolfgang Münchau dans *Der Spiegel*, « ce qui s'est passé à Bruxelles ce week-end est un retour de l'Europe aux luttes d'influence des grandes puissances au XIX^e et XX^e siècle, quand les forts imposaient leur volonté aux faibles ». Avant de conclure d'un très pessimiste : « C'est aussi le début de la fin de la monnaie unique. » ■

GILLES BOUVAIST

Dijsselbloem réélu

Le mandat de l'actuel président de l'Eurogroupe, Jeroen Dijsselbloem, a été reconduit pour deux ans et demi par les ministres des Finances de la zone euro, qui ont confirmé cette reconduction à l'unanimité. Le principal opposant du social démocrate Dijsselbloem était le ministre des Finances espagnol, le chrétien-démocrate Luis De Guindos. Le premier mandat de Jeroen Dijsselbloem, qui avait succédé à la tête de l'Eurogroupe en 2013 à Jean-Claude Juncker, a été marqué par la crise de l'euro et de la Grèce. Nombreux sont ces collègues qui ont souligné l'excellence de ses travaux durant cette période. (b)

Grève mercredi à Athènes

Le syndicat grec des fonctionnaires, Adedy, a appelé lundi à une grève de 24 heures mercredi. Or, c'est le jour où le parlement grec de-

vrait voter la mise en place des premières mesures d'austérité. L'accord entre la Grèce et ses créanciers doit aussi être ratifié par les parlements de plusieurs pays membres de l'euro, dont l'Allemagne qui votera dès vendredi. D'autres parlements nationaux voteront jeudi. La négociation avec la Grèce débutera formellement ensuite, dans le cadre de l'Eurogroupe. (afp)

Les Bourses en hausse

Les Bourses européennes ont terminé en forte hausse lundi, grâce à l'accord conclu au petit matin entre Athènes et les membres de l'Eurogroupe sur un troisième plan d'aide. « Les marchés ont pris acte du fait qu'une étape clé avait été franchie et l'ont accueillie positivement, a résumé Alexandre Baradez, un analyste de IG. Cet accord marque un tournant, car l'incertitude à long terme a été levée avec un accord sur un financement de trois ans », a-t-il ajouté.

L'Eurostoxx 50 a gagné 1,75 %. Quant à Wall Street, la Bourse de New York saluait lundi à la mi-journée l'accord arraché durant la nuit : le Dow Jones prenait 1,08 % et le Nasdaq 1,32 %. (afp)

Banques fermées jusqu'à mercredi

Le gouvernement grec a décidé de prolonger de nouveau la fermeture des banques « jusqu'à mercredi » compris, a indiqué un bref communiqué du ministère des Finances. Après une réunion entre le ministre adjoint des Finances Dimitris Mardas et les directeurs de principales banques grecques, et malgré l'accord trouvé à Bruxelles, le gouvernement a décidé le maintien du contrôle des capitaux et « la fermeture des banques », une mesure imposée au pays depuis le 29 juin « jusqu'au 15 juillet ». (afp)